

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Alain Besançon (*séance du lundi 19 janvier 2004*)

Gérald Antoine : Qui donc a inventé l'Europe – je veux dire : la dénomination même d'Europe ? – Quels sont les rapports entre la célèbre déesse enlevée par Zeus et son homonyme dont nous traitons en ce moment ?

Vous avez parlé – et avec quelle justesse ! – de l'Europe des religions, des civilisations, des cultures, mais vous n'avez rien dit de celle des langues. Que doit-on penser de l'appellation « langues indo-européennes » et de celle qu'entre les deux guerres surtout lui substituèrent nos voisins d'outre-Rhin : « langues indo-germaniques » ?

J'ai d'autre part été frappé par le fait que jamais vous n'avez envisagé l'Europe d'un point de vue géographique. Même lorsque vous avez évoqué la Turquie. Or dois-je le rappeler : elle n'appartient à l'Europe que par moins d'un trentième de son territoire. N'y aurait-il pas beaucoup à dire sur le rôle des reliefs et peut-être plus encore des grands fleuves dans la constitution des principales régions européennes ? Je songe à l'espèce d'unité danubienne que Paul Claudel conférait à l'Europe médiane. Il voyait dans le Danube un « lien vital », une « artère maîtresse » au cœur de l'Europe.

*
* *

Edouard BONNEFOUS : « Les problèmes qui se posent à l'Europe se posent d'abord dans les trois parties du monde proches de l'Europe.

En premier lieu, il s'agit des pays balkaniques. On n'en parle pas, bien que nous n'ayons pas encore tranché notre attitude vis-à-vis d'eux. Or les pays balkaniques joueront un rôle très important s'ils rentrent dans l'Europe, notamment vis-à-vis de la religion, d'une certaine conception de la vie de l'homme, etc.

En second lieu se pose le problème de la Turquie. C'est une question sur laquelle j'ai eu l'occasion de me pencher depuis fort longtemps. En effet quand nous avons reconnu la Turquie en 1922, mon père était à l'époque intime avec son confrère du Parlement Franklin Bouillon, qui était ambassadeur de France dans ce pays et qui a facilité l'arrivée d'Atatürk dans notre système français. Il y a eu une pression très forte exercée sur Atatürk et l'armée, dont il était le chef, qui se sont opposés à la poussée religieuse très forte exercée en Turquie. Les événements récents s'inscrivent du reste dans la même ligne. Il s'agit d'une opposition religieuse en réaction aux volontés de l'armée.

En troisième lieu, il faut évoquer la Russie. Celle-ci n'a d'ailleurs jamais exprimé le désir d'être intégrée à l'Europe, et même si elle le souhaitait nous ne pourrions pas l'accepter pour deux raisons. D'abord parce qu'il faudrait étendre l'Europe jusqu'à l'Extrême-Orient ensuite parce qu'à l'intérieur de la Russie les milieux religieux orthodoxes se sont toujours montrés opposés à l'Europe latine et notamment au Vatican avec lequel il n'y a pas eu de réconciliation. Le pape actuel

qui avait souhaité faire une visite en Russie n'a jamais réussi en raison de l'opposition des milieux orthodoxes. »

*
* *

Jean-Marie Zemb : Si l'on veut bien retourner la longue-vue qui a fait admirer des galaxies spatio-temporelles pour s'en servir comme d'une loupe permettant d'examiner quelques détails des frontières *intérieures* [en admettant que celles-ci permettent mieux que les frontières *extérieures* de regarder ces démarcations dans les deux sens] on est frappé par la dynamique de l'expansion européenne.

L'avancée du *limes* romain du Danube au Main ne faisait pas que rationaliser la ligne de front de l'Empire. Elle lui permettait d'annexer de nouveaux territoires. Cependant, la conquête n'était pas seule à définir l'intérêt d'une frontière. Le tracé de celle-ci devait en principe avoir des propriétés stables à la fois de défense durable et de base d'offensive. Je ne parle ici que de la ligne, et non des dispositifs en profondeur. Cette hypothèse pourrait contribuer à éclairer l'inertie de l'articulation des Balkans. Mais je voudrais limiter mon intervention à l'oscillation des frontières de l'Alsace, laquelle présente l'intérêt d'être restée frontalière, souvent 'malgré elle', tantôt à l'ouest et tantôt à l'est.

Ne faudrait-il pas relativiser - géographiquement et techniquement - la notion de « frontière naturelle » ? Entre l'archipel et le désert, que de types, voire de prototypes intermédiaires ! Quelle frontière est la plus aisée à défendre et laquelle favorise les expéditions de conquête ou de pillage ? Quel relief se prête simultanément assez bien aux deux stratégies ?

Cas par cas, et génération d'armements après génération d'armements (arquebuses, mines, canons, chars, avions, fusées, ...) telle montagne ou tel fleuve était-il à privilégier ? L'analyse comparative des Vosges et du Rhin est à cet égard très intéressante. Je noterai simplement à son propos que les *forts* de la ligne Maginot n'étaient pas conçus comme une défense <en profondeur> comme les anciens '*Fortés*' de l'Ile-de-France, mais comme une défense <en ligne>, puisque leur puissance de feu laissait intact, sur l'arrière, un espace de presque un angle droit, ce qui invitait évidemment à contourner ses installations, voire à s'en emparer par l'arrière non défendu. On se souvient de la capitulation des 72 000 défenseurs de la forteresse de Singapour le 15 février 1942, prise par une escouade de Japonais qui s'en étaient approchés par un marais qui échappait à l'artillerie britannique. Singapour devint par la suite la base japonaise de défense des Philippines.

Ces aspects militaires ne valent bien sûr qu'en rapport avec les intérêts économiques et politiques (terres fertiles, matières premières, ports, espaces à peupler après un essor démographique, jeu de coalitions changeantes etc.), mais les conditionnent toutes, et sans doute pas seulement à l'intérieur des limites de l'identité européenne, elle aussi relativisée par les données changeantes de l'histoire et de la géographie physique et humaine.

*
* *

Thierry de Montbrial : J'ai toujours été frappé par le côté conventionnel de la définition géographique de l'Europe. Quand le général De Gaulle parlait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, sans doute se référait-il aux livres de géographie du XIXe siècle. Mais Leroy-Baulieu, dans *L'empire des tsars et les Russes*, remarque que l'Oural est une fausse montagne que l'on traverse **presque** sans s'en rendre compte et que les paysages, comme les populations, sont **essentiellement** les mêmes à l'est et à l'ouest de l'Oural. L'arbitraire se retrouve aussi avec les Ossètes. Il y a l'Ossétie du Sud qui serait en Asie et l'Ossétie du Nord qui serait en Europe. De même, pourquoi Istanbul-Constantinople serait-il en Europe tandis que de l'autre côté du Bosphore on serait en Asie ? Ces problèmes de délimitation sont très importants car ils influent nécessairement sur nos représentations politiques.

J'aimerais en outre soulever la question de l'importance du passé lorsqu'il s'agit de raisonner sur l'avenir, surtout à l'époque contemporaine, où tout s'accélère comme jamais ce ne fut le cas auparavant. Notre confrère Maurice Allais a élaboré une théorie qu'il appelle « héréditaire, relativiste et logistique de la monnaie », dans laquelle il établit une symétrie entre le taux d'actualisation et le taux d'oubli. L'idée de base est que plus on raccourcit la vision de l'avenir -- ce qui est lié à la notion d'accélération -- plus on oublie aussi le passé. Or le XIXe et aussi le XXe siècle ont vu, sur le plan migratoire et sur celui des mélanges culturels, des phénomènes sans précédent. Il apparaît ainsi que la France est aujourd'hui en train de devenir un pays multi-ethnique. C'est du reste la véritable signification du problème du voile. Dans 50 ans, combien y aura-t-il de musulmans en France et en Europe ? Un pays qui comprend déjà 8 à 10 % de population musulmane est nécessairement un pays différent de celui que nous avons connu. Ceci vaut également, *mutatis mutandis*, pour la Turquie, qui est soumise à des influences occidentales comme jamais elle ne l'a été par le passé. Le concept de frontière naturelle n'apparaît donc plus pertinent et j'aimerais savoir, dans ce brassage accéléré auquel nous assistons, quelles leçons, **selon vous**, le passé nous permet de tirer pour l'avenir.

*
* *

Jean Baechler : Si vous me permettez une précision pédantesque, je remarquerai que le Grand schisme s'est produit en 1054 et non pas en 1066.

Vous avez parlé, à juste titre, du contenu de l'Europe. Mais peut-être pourriez-vous dire quelques mots sur le contenant d'un point de vue géographique. Je pense en premier lieu au climat, remarquablement tempéré par le fait que les transitions sont insensibles, ou très peu sensibles, d'ouest en est et du nord au sud. En second lieu, je pense aux communications : d'une part, au rapport des côtes au continent, qui est remarquablement élevé ; d'autre part, au réseau hydrographique qui favorisait les échanges avant la révolution des transports contemporains.

*
* *

Alain Plantey : Permettez-moi une petite observation. Je crois qu'Atatürk était européen. Il était né en Bulgarie, d'une tribu musulmane, mais il était européen.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Vous avez parlé d'esclavage d'État, mais il s'agit plutôt d'un servage.

En 1600, on dit encore «Europa oder Christentum », « l'Europe ou la chrétienté ». La distinction est sans doute un peu plus tardive.

Enfin, il me semble que le terme indo-germanique a toujours été employé par les philologues allemands et qu'il ne s'est pas substitué à indo-européen.

*
* *

Jean-Claude Casanova : Je ferai trois remarques. Premièrement, en ce qui concerne la reconnaissance du titre de l'empereur, vous avez fait état du refus du Saint-Siège. J'ai un souvenir de Voltaire disant que cela a été refusé par le Saint-Siège, par la Pologne, mais que la France a trouvé comme solution d'accepter le titre d'empereur et de refuser les préséances.

Deuxièmement, j'évoquerai le problème conventionnel de la géographie. Quand la Turquie a posé sa candidature à l'Europe, les fonctionnaires et ministres des affaires étrangères n'ont pas voulu se lancer dans une discussion pour savoir si la Turquie est en Europe ou non. C'est d'autant plus fâcheux qu'ils ont oublié de dire que le problème s'était posé au moment de l'entrée de la Turquie dans l'Alliance atlantique. Quand la Turquie est entrée dans l'Alliance atlantique, on a signé un traité rectificatif qui précisait que l'Alliance atlantique s'appliquait désormais à l'Europe et au territoire turc. Cela signifie que si l'on définit le droit international par les traités définis par ceux de l'Alliance atlantique, il faudra modifier l'article I des traités européens, qui précise que la communauté européenne ne concerne que les pays qui sont situés en Europe. Or la Turquie n'y est que pour 3 %.

Troisièmement, le problème de la Turquie est posé aujourd'hui d'une façon qui appelle un commentaire et une question. Si l'on regarde la candidature turque du point de vue de l'Europe, il faut bien sûr se demander si elle présente un intérêt pour l'Europe. Nos amis britanniques, qui sont des partisans déterminés depuis toujours de l'entrée de la Turquie dans l'union européenne, répondent à ceux qui considèrent que l'entrée de la Turquie n'est pas dans les intérêts de l'Europe qu'il ne faut pas prendre en compte que les intérêts de l'Europe, mais également ceux de la Turquie, ceux de la zone balkanique et de la zone moyen-orientale, et ceux de l'Asie centrale. Tout le problème consiste à déterminer la hiérarchie des intérêts. Est-ce que les intérêts des zones balkanique, moyen-orientale et caucasienne passent après ou avant ceux de l'Europe ?

*
* *

Henri Amouroux : Est-ce que le multi-ethnicisme est source de paix ou source de guerre ? Le hasard de la lecture m'a fait lire le texte de 1919 - texte que je considère personnellement comme monstrueux - par lequel Beneš fonde les droits de la Tchécoslovaquie et prépare, involontairement, la seconde guerre mondiale. Dans ce texte envoyé à Clemenceau, Beneš ignore superbement quelque 3 500 000 Allemands (face à 6 500 000 Tchèques et 2 000 000 de Slovaques). Du mépris affiché pour la minorité allemande va naître une des causes principales du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Pourra-t-on, au vu des profonds changements migratoires et des mélanges culturels qui se produisent actuellement en Europe, maintenir éternellement les frontières dans leur état où faudra-t-il au contraire envisager de remodeler les frontières intérieures de l'Europe ?

*
* *

Jacques de Larosière : Puisque c'est désormais l'adhésion à nos valeurs démocratiques qui est devenue le critère primordial de l'accession à l'Europe, au détriment des critères religieux ou culturels, et même géographiques, c'est donc sur la démocratie que la Turquie et la Russie doivent être testées. À cet égard, que pensez-vous de la Russie ? Il y a en Russie des élections que l'on dit libres, mais j'aimerais entendre votre sentiment sur ce sujet. Il y a également une liberté d'expression, mais ne vous semble-t-elle pas, depuis quelque temps, moins grande qu'avant ? L'État paraît en outre plus présent qu'auparavant. Pensez-vous que la Russie pourrait passer avec succès le test des critères démocratiques ?

*
* *

Pierre Chaunu : Je voudrais simplement faire remarquer que l'Europe, dans une certaine mesure, a acculturé près des deux tiers du monde. Elle a, peut-on dire, quasiment conquis le monde et le problème de ses frontières se pose aussi en ces termes.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguière : Vous avez évoqué dans votre exposé une volonté d'adhésion, au moins des chefs des différents pays européens et de leurs élites, à un ensemble européen de géométrie variable. En ce qui concerne la Russie, vous avez très bien décrit l'état actuel où, d'une part, les gouvernants ne souhaitent pas entrer dans l'Europe, et d'autre part, la population russe regarde l'Europe comme quelque chose de différent. Les Russes utilisent du reste l'expression « aller en Europe ». Mais ne pensez-vous pas que cela pourrait changer ?

Je me rappelle à ce propos l'observation que m'avait faite l'ambassadeur Paillet à Pékin, quand, en 1966, il avait accompagné l'ambassadeur soviétique, qui était chassé de Pékin et qui, ému aux larmes, lui avait dit : « Merci de m'aider à défendre l'Europe chrétienne. »

*
* *

Réponses :

A Gérard Antoine : Les Grecs employaient déjà le mot Europe pour désigner ce qui se trouvait à l'ouest des Perses. Je me souviens qu'au moment de la victoire de Poitiers il y a eu une référence au fait qu'il s'agissait d'une victoire de l'Europe.

Il y a des langues non indo-européennes en Europe : le hongrois, le finnois et l'estonien. Il y a de même des langues indo-européennes en dehors de l'Europe : le russe, l'arménien le persan et une bonne partie des langues de l'Inde.

Pour ce qui est de la définition géographique, l'Europe a un contour très net en ce qu'elle est partout bordée par des mers. Mais pas à l'Est. Elle se termine dans le haut bassin du Dniepr, où il n'y a plus que des marais. Cela est très sensible lorsqu'on se déplace en train. On voit petit à petit l'Europe s'effiloche à l'est de la Pologne. Puis, après Minsk ou après Brest-Litovsk, apparaît quelque chose de tout à fait nouveau. Mais il ne s'agit pas d'une frontière géographique nette.

A Edouard Bonnefous : Les Balkans ne sont pas une unité et je crois qu'il faut traiter chacun de ces pays un à un. La Bulgarie est un pays qui parle une langue voisine du russe ; le slavon d'église, c'est le vieux bulgare et la liturgie russe est en slavon. C'est un pays qui a été recréé par la Russie au XIXe siècle. On a dit que les Bulgares adoraient les Russes : ce n'est pas vrai du tout, après quarante cinq ans de communisme.

La Roumanie est un peu différente. Il s'agit d'un pays de langue latine, sans doute par l'émigration d'Illyriens vers le nord au Xe ou XIe siècle. On peut dire que les Roumains sont Européens à tout crins. Ils ont même des inclinations du côté des Français, pour se distinguer des Allemands ou plutôt des Hongrois de Transylvanie et de Hongrie.

La Grèce ne nous aime pas. Elle n'a jamais aimé l'Europe. Cela est dû à l'orthodoxie, au souvenir de la prise de Constantinople. Mais l'Europe aime la Grèce, et la Grèce, qui a le sens de ses intérêts, aime l'Amérique et fait partie de l'Europe.

Enfin il y a le monde serbe, qui est en ébullition. La Croatie et la Slovénie, appartenaient à l'Autriche-Hongrie et donc, depuis toujours à la civilisation européenne. La Serbie, qui s'est battue très courageusement contre les Turcs pendant quatre siècles, est actuellement un pays qui se cherche, mais qui à mon sens penchera surtout du côté de l'Europe.

En ce qui concerne la Russie, le 11 septembre et la politique de Bush lui ont donné un jeu de cartes diplomatiques superbe qu'elle joue imperturbablement entre les États-Unis et l'Europe. La France pense être un élément très important, mais je crois qu'elle se trompe car la Russie n'a jamais eu de politique française spécifique. Elle a une politique allemande et elle joue la France comme un élément de cette politique allemande. Elle a une politique américaine et elle joue la France comme un pion dans cette politique américaine.

A Jean-Marie Zemb : Vous avez soulevé le problème très intéressant des frontières intérieures naturelles de l'Europe. Je crois qu'au moment de l'effondrement de l'empire romain, ces frontières réellement naturelles se sont imposées pendant un temps. Je crois que le royaume wisigoth, le royaume de Syagrius et le royaume burgonde correspondent réellement à des entités très anciennes et pré-romaines.

Le Rhin, comme l'a expliqué mon ami et immense historien Karl Ferdinand Werner, a été inventé par César. Il y avait auparavant un continuum germano-gaulois et c'est César qui a fait du Rhin une frontière.

A Thierry de Montbrial : La grande Catherine à la faveur d'un partage polonais et au moment où l'Autriche et la Prusse se partageaient les terres, a voulu augmenter sa cote part en en faisant croire que la Russie était plus petite qu'elle n'était et en en fixant arbitrairement la frontière orientale à l'Oural.

La Géorgie et l'Arménie sont des pays qui ont très envie d'être européens. Ce sont les plus vieux pays chrétiens du monde. Les Arméniens ont été les amis des croisés.

À propos du rôle du passé, vous posez une question philosophique très difficile. Je pense, à ce propos, à Valéry qui disait que l'histoire est un des poisons de l'esprit humain.

Vers 1820, Heine disait aux Français : vous allez voir que les Allemands vont vous en vouloir et se vengeront de la mise à mort de Conradin par Charles d'Anjou. Et c'est ce qui s'est passé.

Nous voyons les Grecs nous détester à cause de la prise de Constantinople par les croisés, alors que c'étaient d'autres Grecs et qui avaient ouvert les portes.

Nous voyons le monde protestant, et même Voltaire qui se mettait au lit ce jour là, pleurer la Saint-Barthélemy.

Nous avons donc des souvenirs historiques et nous écrivons sans doute l'histoire en fonction du poids de ces souvenirs, mais dans quelle proportion sont ils authentiques ou fabriqués ?

Sur la France et les musulmans, nous voyons effectivement que la France va inévitablement devenir un autre pays et nous savons que des pays arabes mettent désormais la France sur leurs cartes à l'intérieur de la « umma » musulmane.

A Jean Baechler : L'Europe a certes un climat tempéré, mais simplement sur une moitié de son territoire. Dans le sud, il fait déjà très chaud. Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que le climat ait été déterminant. L'Europe telle qu'elle est climatiquement aurait très bien pu être le siège d'une autre civilisation. Pardon pour l'erreur de dates. Depuis que je suis à la section de philosophie, j'oublie mon histoire !

A Alain Plantey : Ce n'est pas parce qu'Atatürk est né en Bulgarie qu'il était Européen. Dans le monde turco-mongol, on appartient à sa tribu. Atatürk était donc tout simplement Turc.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : On peut se demander à juste titre si dans le cas de la Russie du début du XIXe siècle, on n'avait pas plutôt affaire à de l'esclavage qu'à du servage. À partir du moment où les serfs d'État ont été distribués aux seigneurs privés, ces derniers les ont traités comme des esclaves. On les vendait sur le marché et on séparait les familles.

A Jean-Claude Casanova : Si le pape a refusé si longtemps de reconnaître le tsar comme empereur, c'est tout simplement parce qu'il considérait qu'il n'existait qu'un seul empereur et qu'à partir du moment où cet empereur a cessé d'être (à partir de 1806), il s'est décidé à reconnaître le tsar comme empereur. Si la France a freiné plus que les autres, c'était par solidarité avec ses amis menacés : la Suède, la Pologne et la Turquie.

Vous avez fait état des considérations anglaises sur l'entrée de la Turquie en Europe. Personnellement, j'en suis outré et lorsque des Européens estiment qu'il faudrait faire entrer la Turquie en Europe je trouve qu'il s'agit d'une folie par oubli de l'histoire.

A Henri Amouroux : Vous avez parfaitement raison de dire que les frontières intérieures sont toujours politiques et jamais naturelles. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, on peut dire que la Tchéquie a trouvé son châtiment. Ce ne sont pas les Russes qui ont chassé les Allemands des Sudètes en 1945 ; ce sont les Tchèques. Et pour consolider ce crime et en profiter en toute tranquillité, ils se sont mis sous le pouvoir des soviets, ce qui leur a valu une punition de 45 ans.

A Jacques de Larosière : Je ne pense pas qu'il existe de démocratie en Russie. Les élections libres ne sont là que pour légitimer un peu plus le pouvoir en place. L'expression est libre dans les médias qui n'ont pas beaucoup d'influence comme la presse écrite. Le régime n'ayant plus d'idéologie officielle, il n'a plus besoin d'un contrôle aussi étroit que sous Brejnev. Quant à la présence de l'État, elle est en effet plus sensible puisque l'État est entre les mains d'un groupe de militaires et d'anciens du KGB pour qui la liberté n'est pas un souci.

A Marianne Bastid-Bruguère : Bien entendu, la Russie peut changer et évoluer dans un sens dont nous ne pouvons aujourd'hui préjuger. Pour ce qui est des larmes de l'ambassadeur d'URSS, navré de ne pouvoir continuer à défendre la chrétienté et l'Europe, il s'agissait d'un jeu de propagande utilisé par les Soviétiques auprès des Occidentaux pour avoir leur soutien contre les Chinois. Ce même jeu est utilisé depuis quelques années par la Russie qui fait semblant de faire cause commune contre le terrorisme et contre l'islam.